



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

by email: Jean-François Goyette
jean-francois.goyette
@tpsgc-pwgsc.gc.ca

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Furniture Division/Division des ameublements
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet LOI Carling Campus	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60PQ-160002/B	Date 2016-04-07
Client Reference No. - N° de référence du client E60PQ-160002	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$\$PQ-956-70768
File No. - N° de dossier pq956.E60PQ-160002	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-04-28	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Goyette, J-F	Buyer Id - Id de l'acheteur pq956
Telephone No. - N° de téléphone (613) 219-0728 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: 3500 Carling Ave, Ottawa, On	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Lettre d'intérêt

La présente lettre d'intérêt (LI) ne représente pas un engagement de la part du gouvernement du Canada. Ce dernier n'a pas l'intention d'attribuer un contrat sur la foi de cet avis et n'est pas tenu de payer pour les renseignements demandés.

TABLE DES MATIÈRES

1.0 Nouveau processus d'engagement

2.0 Portée

3.0 Pouvoirs

4.0 Communications

5.0 Mobilisation de l'industrie – inscription

6.0 Prochaines étapes

7.0 Règles d'engagement

8.0 Processus de règlement des différends

9.0 Signature

1.0 NOUVEAU PROCESSUS D'ENGAGEMENT

Le gouvernement du Canada souhaite obtenir une recommandation de solution concernant la fourniture, la livraison et l'installation des systèmes de cloisons interraccordables requis pour la phase 2 et la phase 3 du projet de réaménagement du complexe Carling. L'industrie est appelée à participer à un processus d'engagement précoce dans le cadre des procédures visant à définir une stratégie d'approvisionnement. Le processus d'engagement précoce comprend une lettre d'intérêt et un engagement de l'industrie, suivis du processus habituel de demande d'offre à commandes.

Lettre d'intérêt et engagement de l'industrie

- La LI vise à faire part de ce qui suit à l'industrie et aux autres parties :
 - o le processus d'achat et d'engagement;
 - o les règles d'engagement;
 - o le règlement des différends; et
 - o l'occasion de s'inscrire en vue de participer à l'engagement précoce.

- Le volet portant sur l'engagement de l'industrie invite le secteur à examiner l'ébauche portant sur la portée des travaux, les sous-sections et questions connexes figurant dans la présente trousse de LI. Les entreprises intéressées à participer à ce processus d'engagement doivent formuler leurs commentaires aux questions et participer à une journée de l'industrie, qui se tiendra sous peu.
- Après la tenue de la journée de l'industrie et dans le cadre du processus d'engagement, SPAC planifiera des rencontres individuelles à l'occasion desquelles les participants de l'industrie feront part de leurs préoccupations, recommandations et solutions concernant l'ébauche de portée des travaux et les sous-sections connexes de la présente trousse.

Journée de l'industrie

- La journée de l'industrie aura lieu le 4 Mai 2016.
- Cinq (5) jours avant la clôture de la LI, l'industrie doit fournir par écrit des réponses aux questions soulevées dans la LI et, le cas échéant, faire part au responsable des achats de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) de ses commentaires et questions concernant les règles d'engagement et le processus de règlement des différends. Si des changements sont apportés aux règles d'engagement ou au processus de règlement des différends, ces changements seront publiés sous forme de modification à la LI.
- Pour pouvoir participer au processus d'engagement précoce, y compris à la journée de l'industrie et aux rencontres individuelles, l'industrie doit signer et accepter les règles d'engagement et le processus de règlement des différends, ci-joints.
- Tous les engagements de l'industrie seront consignés, et ces renseignements seront assujettis à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Canada ne révélera aucun renseignement désigné exclusif à des tiers.
- Consultation de tiers : les tierces parties, comme les associations industrielles, peuvent être consultées par SPAC pour discuter de questions et de recommandations concernant les meilleures pratiques de l'industrie.

Rencontres individuelles

- Les rencontres individuelles auront lieu selon les demandes des fournisseurs et au besoin, tel que déterminé par SPAC.
- Pour pouvoir participer au processus d'engagement précoce, y compris à la journée de l'industrie et aux rencontres individuelles, les participants de l'industrie doivent accepter les règles d'engagement et le processus de règlement des différends présentés dans le présent document.
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) invitera les membres de l'industrie à organiser des rencontres individuelles avec l'industrie. L'industrie devra présenter et soumettre à SPAC, verbalement et par écrit, le matériel de présentation utilisé ainsi que ses commentaires, questions et réponses.
- Tous les engagements de l'industrie seront documentés, et les renseignements qu'ils contiennent seront assujettis à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le Canada ne divulguera pas à des tiers les renseignements désignés comme étant de nature exclusive.

- Consultation auprès de tierces parties : SPAC peut consulter des tierces parties telles que des associations d'industries afin de discuter de questions qui touchent l'industrie et de recommandations portant sur les pratiques normales de l'industrie.

2.0 PORTÉE

SPAC, la Direction générale des approvisionnements (responsable des achats) et la Direction générale des biens immobiliers (responsable technique) souhaitent obtenir une solution recommandée concernant la fourniture, la livraison et l'installation des systèmes de cloisons interraccordables. La solution proposée peut notamment comprendre des éléments neufs, remis à neuf ou réusinés, ou encore comprendre une combinaison de ces éléments.

L'industrie est invitée à formuler ses observations sur les méthodes d'approvisionnement proposées afin de garantir que le résultat final constitue la démarche la plus avantageuse pour le Canada sur le plan économique, logistique et environnemental, tout en tenant compte des capacités et des limites du marché.

La LI et le processus d'engagement précoce constituent une étape importante en vue de recueillir ces renseignements.

3.0 POUVOIRS

Responsable de l'approvisionnement

Jean-François Goyette

Spécialiste de l'approvisionnement, Direction générale des approvisionnements

613-219-0728

jean-francois.goyette@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Responsable technique

Natosha Mills

Gestionnaire principale de la conception, Direction générale des biens immobiliers

613-716-8270

natosha.mills@tpsgc-pwgsc.gc.ca

4.0 COMMUNICATIONS

Toutes les demandes de renseignements et les autres communications avec des représentants du gouvernement dans le cadre de l'engagement précoce doivent être acheminées au responsable des achats dont le nom est indiqué ci-haut. Cette personne est responsable de la surveillance de l'engagement précoce.

Le non-respect de cette condition durant le processus d'engagement précoce peut (pour cette seule raison) entraîner le rejet d'un membre de l'industrie du processus d'engagement précoce.

5.0 ENGAGEMENT DE L'INDUSTRIE – INSCRIPTION

Les représentants de l'industrie qui souhaitent participer au processus d'engagement précoce doivent s'inscrire en avisant le responsable des achats de SPAC, dont les coordonnées figurent aux présentes, d'ici le 29 Avril 2016. Les participants doivent indiquer leur dénomination sociale, leur adresse d'entreprise, les noms de leurs représentants qui assisteront à la rencontre ainsi que le titre de leur poste et leur adresse, numéro de téléphone et adresse de courriel au bureau.

En s'inscrivant par courriel, le participant accepte toutes les modalités de la LI. Le participant doit joindre à son courriel une copie signée de la LI. C'est seulement lorsque SPAC a reçu la copie signée de la LI que le Canada invitera le participant à la journée de l'industrie et à toute autre activité d'engagement ultérieure liée à cette LI.

Veuillez prendre note de ce qui suit.

- La participation n'est pas obligatoire. Par exemple, le fait de ne pas participer à une séance d'engagement précoce n'empêchera pas un participant intéressé de présenter un arrangement en réponse à la demande d'offre à commandes ou de toute autre demande d'approvisionnement.
- Bien que les membres de l'industrie peuvent inscrire autant de représentants qu'ils le souhaitent, au plus deux (2) représentants du fournisseur pourront assister à la journée de l'industrie, en raison de l'espace limité.
- Tous les participants doivent s'inscrire à l'avance auprès du responsable des achats; pour des raisons de sécurité, ils devront confirmer leur présence à leur arrivée.
- La journée de l'industrie sera un événement d'une journée, d'une durée maximale de huit (8) heures. Tous les participants qui acceptent les règles d'engagement sont invités à participer à cet événement.
- Les rencontres individuelles auront lieu durant les jours suivant la date de clôture de la LI. Le responsable des achats avisera le participant de l'heure prévue de la rencontre. Le temps alloué sera établi selon le principe du premier arrivé, premier servi, selon l'ordre de réception des inscriptions.
- Les rencontres individuelles dureront au maximum une (1) heure.
- Les participants sont responsables de leur transport, hébergement, repas, stationnement et de tous les autres arrangements et dépenses.
- Les médias ne peuvent pas participer à la séance d'engagement précoce de l'industrie ni aux rencontres individuelles.
- Les participants à la séance d'engagement précoce doivent arriver au moins 15 minutes avant le début de la rencontre.

6.0 PROCHAINES ÉTAPES

1. Journée de l'industrie
2. Rencontres individuelles avec l'industrie
3. Séances de groupes de discussion avec les membres de l'industrie (au besoin – à déterminer par SPAC)
4. Commentaires finaux de l'industrie intégrés à la DOC
5. Publication sur le site Achatsetventes d'une DOC axée sur les solutions pour les systèmes de cloisons interraccordables des phases 2 et 3 du projet de réaménagement du complexe Carling

6. Évaluation des offres et émission d'une offre à commandes

7.0 RÈGLES D'ENGAGEMENT

Les participants devront signer les règles d'engagement pour pouvoir assister aux rencontres individuelles.

1. Un des principes fondamentaux de l'engagement de l'industrie est que le processus soit réalisé avec le plus haut degré de justice et d'équité entre toutes les parties. Nulle personne ou organisation ne doit recevoir ni sembler avoir reçu un quelconque avantage inhabituel ou injuste par rapport aux autres.
2. Les présentes règles d'engagement précoces entreront en vigueur à la signature du présent, et prendront fin au moment de la publication de l'offre à commandes sur le site Achatsetventes.
3. Dans le cadre du processus d'engagement des membres de l'industrie, l'État fournira l'information à tous les participants qui se sont inscrits par courriel et ont accepté et signé la LI. Ce processus commence à la clôture de la LI et se termine lorsqu'une demande d'offre à commandes officielle est publiée sur le site du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (Achatsetventes).
4. Le processus d'engagement comprendra la journée de l'industrie, des rencontres individuelles et tout autre processus jugé nécessaire par le responsable des achats.
5. On peut trouver les sujets et les questions à examiner à l'Annexe A de la présente LI.
6. Afin de maximiser les avantages du processus d'engagement, le Canada s'efforcera d'obtenir les commentaires des participants sur diverses questions abordées.
7. Toutes les solutions, idées ou questions abordées au cours de la journée de l'industrie et des rencontres individuelles feront d'abord l'objet d'un examen plus poussé par le Canada.
8. Toutes les solutions, idées ou questions abordées au cours de la journée de l'industrie et des rencontres individuelles et acceptées par le Canada seront communiquées à tous les participants au processus d'engagement précoce.
9. Au besoin, une version préliminaire de l'offre à commandes, qui fera l'objet d'un examen avant d'être officiellement publiée sur Achatsetventes, pourra être transmise uniquement aux participants.
10. Le Canada ne divulguera pas de renseignements exclusifs ou de renseignements délicats sur le plan commercial au sujet d'un participant avec les autres participants ou des tiers, sauf dans la mesure qui est prévue par la loi.

Modalités

Les modalités qui suivent s'appliquent au processus d'engagement. Afin de favoriser le dialogue, les participants conviennent de ce qui suit.

1. Les participants devront discuter de leurs points de vue concernant le processus d'approvisionnement basé sur les solutions visant le projet de réaménagement du complexe Carling et recommander des solutions positives aux problèmes soulevés. Tous les participants auront l'occasion de faire part de leurs idées et de leurs suggestions.
2. **Les participants sont tenus de ne PAS révéler aux MÉDIAS et aux JOURNAUX des**

renseignements concernant cette exigence ni d'en discuter avec leurs représentants durant ce processus d'engagement. Si un média leur pose des questions, ils doivent lui demander de communiquer avec le Bureau des relations avec les médias de SPAC, au 819-956-2313.

3. **Les participants doivent présenter leurs demandes et leurs commentaires SEULEMENT à l'autorité contractante de SPAC** ou aux représentants autorisés du Canada, comme il est mentionné dans les avis que l'autorité contractante publie. Toute communication avec des représentants non autorisés du Canada peut faire l'objet d'une divulgation complète par le Canada sur Achatsetventes.
4. Les représentants des médias ne peuvent pas participer au processus. Les médias doivent adresser toute demande de renseignements au Bureau des relations avec les médias de SPAC.
5. Le Canada n'a pas l'obligation de publier une DOC ni de négocier un quelconque contrat pour l'approvisionnement axé sur les solutions visant le complexe Carling.
6. Si le Canada publie une DOC, les modalités en sont définies à l'entière discrétion du Canada.
7. Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par toute personne ou entreprise pour participer au processus d'engagement de l'industrie.
8. La participation au processus d'engagement n'est pas une exigence obligatoire. Un soumissionnaire qui n'y participe pas pourra présenter une proposition lorsque la DOC finale sera publiée. Par contre, un participant doit avoir assisté à la séance de mobilisation afin de pouvoir participer aux rencontres individuelles.
9. La documentation provisoire (DOC, plan d'évaluation, EDT) sera envoyée à tous les participants afin qu'ils puissent émettre leurs commentaires.
10. Si les participants refusent ou omettent de signer les règles d'engagement et de s'y conformer, ils seront exclus des rencontres individuelles et du processus d'examen de la documentation provisoire.
11. Pour sortir des impasses, tout au long de la consultation, le processus de règlement des différends décrit ci-dessous doit être suivi. Toutes les demandes de recours au processus de règlement des différends doivent être présentées à l'autorité contractante, qui prendra les dispositions nécessaires.

8.0 PROCESSUS DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Dans le cadre de discussions officieuses et de négociations de bonne foi, SPAC et le participant doivent faire tous les efforts raisonnables pour régler les différends et les réclamations ou pour mettre fin à des controverses découlant de cet engagement de l'industrie, ou qui sont liés d'une quelconque façon à celui-ci.
2. Tout différend entre les parties découlant de cet engagement, ou lié d'une quelconque façon à celui-ci, doit être réglé en suivant le processus décrit ci-dessous.
 1. Tout différend doit tout d'abord être transmis au gestionnaire des participants et au gestionnaire de SPAC responsable de l'engagement de l'industrie. Les parties ont trois (3) jours ouvrables pour régler le différend.
 2. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2.1. ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au directeur de projet du participant et au directeur principal de SPAC de la division responsable de la gestion de l'engagement de l'industrie. Les parties ont trois (3) jours ouvrables pour régler le différend.
 3. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2.2. ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au représentant principal du participant, président ou président-directeur général responsable du projet et au directeur général de SPAC, qui auront trois (3) jours ouvrables pour régler le différend.
 4. Si les représentants des parties indiqués au paragraphe 2.3. ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le litige, l'autorité adjudicatrice doit, dans les cinq (5) jours ouvrables, rendre une décision écrite qui doit comprendre une description détaillée du litige et les motifs qui justifient la décision prise par l'autorité adjudicatrice.

L'autorité adjudicatrice doit remettre une copie signée de ce document au participant.

En signant le présent document, la personne affirme qu'elle dispose de tous les pouvoirs de contraindre l'entreprise participante mentionnée ci-dessous et que l'entreprise et la personne conviennent de respecter toutes les conditions générales précisées aux présentes.

9.0 SIGNATURE

Nom de l'entreprise participante : _____

Nom et titre du représentant de l'entreprise : _____

Numéro de téléphone : _____

Courriel : _____

Signature : _____ Date : _____

Lettre d'intérêt – Approche d'approvisionnement

Présentation

La présente lettre d'intérêt (LI) décrit l'orientation générale planifiée de l'approche axée sur les solutions portant sur l'approvisionnement de systèmes de cloisons interraccordables et meubles autoportants connexes conformes aux normes de l'initiative Milieu de travail 2.0 dans le cadre des phases 2 et 3 (expliquées plus loin dans ce document) du projet de réaménagement du complexe Carling. L'orientation planifiée découle d'un effort de collaboration entre la Direction générale des approvisionnements (DGA), le responsable des achats (RA), la Direction générale des biens immobiliers (DGBI), le responsable technique (RT), le ministère de la Défense nationale (client – MDN) et les experts-conseils du projet. Elle est conçue de façon à garantir que le résultat final constitue la démarche la plus avantageuse pour le Canada sur le plan économique, logistique et environnemental, tout en tenant compte des capacités et des limites du marché.

Les deux parties concernées ont beaucoup discuté et ont effectué des recherches afin d'élaborer cette méthode et de déterminer les avantages, les risques et la meilleure façon de communiquer l'orientation stratégique à tous les intervenants. Les deux groupes ont conclu que les importants avantages l'emportent sur les risques pouvant être atténués.

Une des principales stratégies d'atténuation était de faire participer l'industrie en appliquant les principes de mobilisation hâtive de l'approvisionnement éclairé. Une séance d'information a eu lieu avec la participation du Comité consultatif gouvernemental sur le mobilier de bureau (CCGMB) pour expliquer les principes de l'approvisionnement éclairé et de l'engagement précoce. La réaction des membres du CCGMB a été favorable quant à la possibilité offerte à l'industrie d'exprimer ses commentaires et ses opinions sur la mise en place d'une initiative d'approvisionnement.

La présente LI contient les sujets sur lesquels Services publics et Approvisionnement Canada invite les membres de l'industrie à s'exprimer dans le cadre d'activités d'engagement de l'industrie, comme il est précisé ultérieurement dans ce document.

Contexte

Le projet de réaménagement du complexe Carling prévoit le déplacement de plus de 8 500 employés des équipes du ministère de la Défense nationale (MDN) au complexe Carling, qu'occupait auparavant Nortel. Ce projet permet de remplacer le besoin de conclure plus de 60 baux dans la région de la capitale nationale et impliquera la mise en œuvre de l'initiative Milieu de travail 2.0 à grande échelle, accompagnée de diverses exigences sur le plan de la sécurité.

La phase 1 du projet comprend l'aménagement des immeubles 6, 7, 8 et 9 du complexe; les phases 2 et 3 du projet comprennent l'aménagement des immeubles 2, 3, 5 et 10, du centre de service et du pavillon.

La demande d'offre à commandes (DOC) découlant de ce processus d'approvisionnement éclairé portera sur le mobilier des systèmes de cloisons interraccordables, y compris les exigences connexes relatives au mobilier autoportant connexe des phases 2 et 3 de ce projet. Au total, environ 5 000 postes de travail seront visés par les deux phases de ce projet.

La portion de ce projet portant sur l'ameublement, les accessoires et l'équipement a pour mandat de réaliser des économies en matière de temps et de coût, tout en diminuant les duplications relatives à la manipulation de matériel, à l'entreposage et à la réinstallation ainsi que l'impact environnemental. À cette fin, l'engagement de l'industrie est sollicité dans le but de contribuer à l'élaboration d'un processus d'approvisionnement axé sur les solutions qui sera conforme à l'initiative Milieu de travail 2.0, répondra aux exigences du MDN quant au complexe Carling et réalisera les objectifs décrits précédemment tout en tenant compte des capacités et des limites du marché.

Inventaire actuel des mobiliers composant les systèmes de cloisons interraccordables et des éléments de mobilier autoportant connexe

Trois types d'éléments de mobilier existants pourraient être utilisés dans le cadre des phases 2 et 3 du projet de réaménagement du complexe Carling.

Mobilier Herman Miller Ethospace – entreposé dans le complexe

Depuis le printemps 2015, les systèmes d'éléments de mobilier du complexe Carling (cloisons Herman Miller Ethospace, éléments connexes et caissons mobiles) pouvant être utilisés pour créer des espaces de travail conformes aux exigences du MDN et de SPC ont été répertoriés dans les immeubles de la phase 1 et entreposés sur place en vue d'une utilisation ultérieure. Les surfaces de travail et caissons mobiles Herman Miller Action Office 1 et 2 des immeubles visés par la phase 2 du projet ont été répertoriés et entreposés sur place à l'hiver 2015-2016 en vue d'une éventuelle réutilisation, en vertu d'une demande de propositions de fourniture de mobilier visant l'entreprise BGIS.

Postes de travail Teknion TOS – entreposés dans le complexe

Environ 680 postes de travail Teknion TOS ont été retirés de l'immeuble du MDN situé au 305, rue Rideau et entreposés au complexe Carling. Il convient de noter que ces postes de travail n'étaient pas configurés de façon à répondre aux normes de l'initiative Milieu de travail 2.0 et devront être reconfigurés s'ils doivent

être utilisés au complexe Carling. Les cloisons visées par cet inventaire sont monolithiques et devront être coupées afin d'être conformes à la hauteur maximale de 1,37 m (54 pouces) énoncée dans l'initiative Milieu de travail 2.0.

Postes de travail Teknion TOS et Leverage – utilisés à plusieurs emplacements du MDN dans la RCN

À l'heure actuelle, 2 565 postes de travail additionnels Teknion (TOS et Leverage) ne sont pas configurés de façon conforme aux normes Milieu de travail 2.0; ceux-ci se trouvent dans cinq (5) emplacements du MDN au sein de la région de la capitale nationale (RCN) et pourraient être réutilisés au complexe Carling.

Remise en état, achat de matériel réusiné et achat de matériel neuf

Des travaux de recherche préliminaires ont été menés dans le but de comparer le coût d'une remise en état du mobilier entreposé et le coût d'achat de mobilier neuf.

L'ampleur des travaux requis pour la remise à neuf du mobilier, combinée au coût d'entreposage des éléments entre les travaux de remise à neuf et le moment de leur réutilisation, a une incidence sur la viabilité économique de l'option consistant à réutiliser les biens existants.

Vu l'importance cruciale pour le Canada de l'impact environnemental de la réutilisation de mobilier par rapport à l'élimination du mobilier, la décision d'utiliser des produits remis en état, réusinés ou neufs doit être prise en tenant compte de son impact environnemental.

Produits remis en état et réusinés*

Les produits remis en état ou réusinés doivent provenir d'une installation dotée de processus de vérification, de réduction et de réacheminement des déchets.

Les processus de remise en état et de réusinage utilisés doivent être exempts de polluants atmosphériques nocifs.

Tous les produits remis en état ou réusinés doivent contribuer à l'obtention de points en vue d'une certification LEED, comme l'indiquent les spécifications techniques des produits remis à neuf ou réusinés.

**Les produits remis à neuf comprennent les biens actuels du complexe Carling et du MDN, remis en état par l'entrepreneur. Les produits réusinés comprennent les biens précédemment remis en état auxquels l'entrepreneur a accès à partir de sources autres que le complexe Carling et le MDN.*

Nouveaux produits

Les nouveaux produits devraient contribuer à l'obtention de points en vue d'une certification LEED, tel qu'indiqué dans les spécifications techniques du nouveau produit.

Dans tous les cas, l'emballage doit être réduit au minimum et être réutilisé (solution optimale), ou être recyclé ou récupéré par l'entrepreneur une fois l'installation du mobilier terminée.

Élimination des produits

L'aliénation des biens excédentaires fera partie de la DOC; ces biens pourront être récupérés par l'entrepreneur ou être mis en vente par le gouvernement du Canada à titre d'excédent.

Tout article brisé, endommagé ou inutilisable doit être mis en pièce par l'entrepreneur et intégré au flux de déchets appropriés en vue de son recyclage.

Le Canada entend procéder à une vérification de la gestion des déchets tout au long du projet. Dans le cadre du présent processus d'engagement précoce, les entrepreneurs sont encouragés à présenter des solutions de traitement des déchets innovantes ainsi qu'un processus de vérification.

Engagement de l'industrie en vue d'une meilleure solution

On s'attend à ce que le présent processus d'approvisionnement éclairé se traduise par une DOC axée sur les solutions permettant au soumissionnaire d'offrir des éléments de mobilier neufs, remis en état ou réusinés, ou une combinaison de tous ces éléments, dans sa réponse à la demande de soumissions.

En matière d'approvisionnement, il est de pratique courante que la DOC détermine si l'aménagement des locaux se fera avec du mobilier remis en état, réusiné ou neuf. Si l'option de mobilier remis en état est choisie, la DOC précisera les éléments qui devront être remis en état ainsi que les travaux de remise en état requis. Bien que cette approche soit valable, le projet de réaménagement du complexe Carling présente certains défis engendrant une matrice de décision complexe qu'il convient de confier à l'industrie, puisque celle-ci dispose d'une meilleure compréhension de ce qui est faisable au sein de ce marché.

Défis relatifs au mobilier existant

Les défis propres au projet de réaménagement du complexe Carling portent sur le mobilier disponible en vue d'être réutilisé. Celui-ci :

- a. est réparti entre plusieurs installations – au complexe Carling et dans cinq (5) autres immeubles de la RCN;
- b. provient de deux (2) fabricants différents, Herman Miller (HM) et Teknion;
- c. comprend différents modèles de chaque fabricant :

- i. cloisons HM Ethospace, postes de travail et caissons Action Office 1 et Action Office 2;
 - ii. postes de travail Teknion TOS et Leverage;
- d. comprend des produits dont l'âge varie :
 - i. les produits HM ont environ 17 ans;
 - ii. certains produits Teknion (produits TOS de la rue Rideau) ont 25 ans, d'autres ont moins de 10 ans;
- e. comprend certaines cloisons monolithiques (une partie de l'inventaire de produits HM et de l'inventaire de produits TOS de la rue Rideau) non conformes aux exigences de l'initiative Milieu de travail 2.0;
- f. présente différentes finitions qui devront être agencées entre elles et avec le nouveau mobilier, au besoin;
- g. doit être éliminé de façon adéquate s'il n'est pas réutilisé.

Défis relatifs au complexe Carling

Les immeubles du complexe Carling présentent certains défis particuliers.

- a. Les phases 2 et 3 du projet de réaménagement du complexe Carling concernent six immeubles répartis sur une vaste zone.
- b. Le volume de meubles requis constituera un défi pour la plupart, voire la totalité, des fournisseurs régionaux (environ 5 000 postes de travail).
- c. Le complexe Carling ne dispose plus d'espace pour entreposer d'autres éléments de mobilier.

Défis liés au calendrier d'exécution du projet

- a. La DOC découlant de ce processus d'engagement devrait se traduire par une offre à commandes d'ici janvier 2017, et l'occupation du premier immeuble (immeuble 5) doit commencer en novembre 2017. Compte tenu du temps que nécessiteront Services partagés Canada pour procéder à l'installation des réseaux de câbles et le MDN pour appliquer les mesures de sécurité requises, l'installation de 100 postes de travail par semaine à l'immeuble 5 pendant 18 semaines devra débuter en septembre 2017.
- b. Sur une période de cinq (5) semaines (à confirmer), pendant lesquelles les travaux d'aménagement des immeubles 5 et 3 auront lieu simultanément, 200 postes de travail par semaine devront être installés.
- c. Tous les immeubles font l'objet de travaux de remise en état, dans des proportions plus ou moins grandes, avant d'être occupés. L'installation de mobilier plus tôt que prévu n'est donc pas possible.
- d. Comme il a été mentionné précédemment, la disponibilité du mobilier en vue d'une remise en état pourrait être atténuée par l'accès aux biens déjà entreposés au complexe Carling. Il n'en demeure pas moins que le MDN aura accès à un moment précis (juin 2017) à environ 2 000 postes de travail à réutiliser ou à éliminer; ceux-ci devront être retirés de leur emplacement actuel avant l'expiration des baux.

Processus d'approvisionnement éclairé

Le processus d'approvisionnement éclairé doit être mis en œuvre comme suit.

1. Publication d'une lettre d'intérêt (LI)

Cette LI constitue le point d'appel initial à l'industrie. Tous les membres de l'industrie intéressés à contribuer à ce processus sont invités à examiner la présente LI et à participer à la journée de l'industrie.

2. Journée de l'industrie

Les membres de l'industrie sont appelés à s'inscrire à la journée de l'industrie et à y participer afin de passer en revue la LI et les documents connexes, poser des questions portant sur cette initiative et fournir des commentaires sur l'élaboration d'une DOC axée sur les solutions.

3. Rencontres individuelles

SPAC peut organiser des rencontres avec certains membres de l'industrie afin de mieux comprendre les commentaires émis lors de la journée de l'industrie.

Certains membres de l'industrie pourraient également demander la tenue d'une rencontre individuelle s'ils estiment que cette mesure leur permettra de contribuer plus facilement au processus.

4. Groupes de discussion

Après la tenue des rencontres individuelles, si certaines questions devant faire l'objet de commentaires ou de débats additionnels subsistent, SPAC pourrait inviter les membres de l'industrie qui ont exprimé un intérêt à l'égard de ces questions en suspens ou qui possèdent une connaissance plus approfondie dans ce domaine à participer à des groupes de discussion afin de poursuivre la réflexion en vue de répondre à ces questions de la meilleure façon qui soit dans la DOC à venir.

5. Examen final de la DOC par l'industrie

Les membres de l'industrie participant au processus pourraient être invités à télécharger une ébauche de DOC, modifiée pour tenir compte des commentaires reçus à ce jour. Tous les commentaires finaux émis par les membres de l'industrie seront les bienvenus à ce moment.

6. Rapport de constatations

SPAC remettra un rapport de constatations à chaque fournisseur ayant répondu à la LI et ayant signé les règles d'engagement.

7. Émission d'une DOC axée sur les solutions

SPAC émettra une version finale de la DOC en tenant compte des commentaires reçus lors du processus d'engagement précoce.

8. Attribution de la DOC axée sur les solutions

Si les échéances prévues sont respectées, la DOC sera attribuée en décembre 2016, et l'offrant retenu devra amorcer la mise en œuvre de sa solution en janvier 2017.

Échelonnement du projet

La mise en œuvre du projet s'effectuera de façon progressive, l'occupation des différents immeubles étant prévue aux dates suivantes :

Immeuble	Qté approximative de postes de travail	Échéancier pour finaliser les travaux, incluant: créations de plans d'étage, fabrication des produits et installation (en jours ouvrables)
5	1700	160
3	1900	160
2	400	90
Pavilion	120	75
Centre de service	20	75
10	1000	120

****À noter que le nombre de postes de travail et les dates du calendrier d'exécution sont approximatifs à l'heure actuelle.***

Les services de sécurité du MDN et ASC devront faire installer le mobilier de huit (8) à dix (10) semaines avant l'occupation des immeubles afin d'assurer la sûreté des installations et la protection des données.

Évaluation des soumissions

Les soumissions seront évaluées selon une approche axée sur les solutions. Les fournisseurs peuvent présenter des soumissions portant sur l'utilisation de mobilier remis en état, réusiné ou neuf, ou une combinaison de ces éléments.

Conclusion

L'utilisation d'un processus d'approvisionnement éclairé pour la fourniture et l'installation de systèmes de cloisons interraccordables et de mobilier autoportant connexe pour les phases 2 et 3 du projet de réaménagement du complexe Carling ouvrira un nouveau chapitre en matière d'acquisition de mobilier à l'échelle fédérale. L'ampleur de ce projet, de même que les possibilités et défis qu'il présente, offrent à SPAC une occasion unique de collaborer avec l'industrie en vue de concevoir une nouvelle façon de procéder à l'acquisition de meubles mis en système, tout en

respectant les connaissances approfondies de l'industrie, les besoins des utilisateurs finaux ainsi que nos responsabilités fiscales et environnementales à l'égard des Canadiens.

Merci de vous joindre à nous dans ce périple. Nous nous réjouissons à l'idée de travailler avec vous.